

Léonce Ngendakumana estime que sa condamnation est avant tout politique

RFI, 03-10-2014 Burundi : un des chefs de l'opposition condamné à un an de prison Au Burundi, le chef du parti Frodebu qui a dirigé le pays dans les années 1990 et président de l'Alliance démocratique pour le changement, principale coalition de l'opposition, a été condamné le 2 octobre par un tribunal de Bujumbura, à une année de prison ferme. Léonce Ngendakumana est encore libre pour l'instant parce qu'il a fait appel de la décision des juges. Officiellement, il est poursuivi pour une lettre envoyée au secrétaire général de l'Onu en février 2014. L'opposant accusait le pouvoir de conduire ce pays droit vers une situation semblable à celle qu'a connue le Rwanda en 1994. Mais pour le chef du parti Frodebu, il n'y a aucun doute : ce procès est avant tout politique. Pour Léonce Ngendakumana, il s'agit d'une nouvelle manœuvre orchestrée par le parti au pouvoir au Burundi pour continuer à faire vide autour de lui. Et il accuse les présidents légitimes des partis FNL, UPD et Uprona qui ont été remplacés à main armée par des proches du pouvoir. D'autres leaders d'opposition à l'exemple d'Alexis Sinduhije du MSD sont condamnés, dit-il, le pouvoir burundais écarte le dernier véritable opposant encore en course pour les élections de 2015 au Burundi. Pour l'opposant togolais, « il ne restait que le parti Sahwanya-Frodebu. C'est pour détruire les organisations politiques capables de faire face, de compétitionner avec les futurs candidats du parti Cnodd-FDD. Le parti Cnodd-FDD veut aller dans ces élections seul ». Le combat continue. L'objectif, c'est ouvrir un boulevard au président Pierre Nkurunziza qui n'a jamais caché son envie de se représenter pour la troisième fois en 2015, malgré le verrou constitutionnel des deux mandats. Mais Léonce Ngendakumana n'est pas prêt de baisser les armes. « Ça, c'est le pouvoir, ce ne sont pas les juges. C'est le pouvoir Nkurunziza puisque nous avons refusé ce qu'il se succède lui-même pour la troisième fois en violation de la Constitution, de l'accord de paix d'Arusha. Il le sait, il ne nous met pas en prison, il ne pourra pas ! », affirme-t-il. De son côté, le pouvoir burundais continue de rejeter toutes ces accusations en assurant que le leader d'opposition vient d'être condamné par une justice indépendante. Ce qui ne suffit pas à rassurer une communauté internationale de plus en plus inquiète par les restrictions imposées aux libertés politiques au Burundi.